

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 28/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REVIVAL

Chemin de la Blanchisserie
59400 Morenchies

Références : 2025-V1-272
Code AIOT : 0007004110

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement REVIVAL implanté Chemin de la Blanchisserie - BP 166 59403 Cambrai. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 octobre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- Chemin de la Blanchisserie - BP 166 59403 Cambrai
- Code AIOT : 0007004110
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Revival à Cambrai exploite des installations de récupération de métaux et de démolition de véhicules hors d'usage. Elle reçoit des véhicules hors d'usage déposés soit directement par les propriétaires, soit par les professionnels de l'automobile (garagistes, compagnies d'assurance, etc.).

Le chantier de récupération de ferrailles est régulièrement autorisé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral du 15 juillet 1985. L'autorisation a été délivrée initialement à la société NORFER et la reprise de l'exploitation par la société STRAP a été déclarée le 10 décembre 2010. Le 05 novembre 2014, la préfecture a acté le changement de dénomination sociale de la société STRAP pour la société Revival.

Par ailleurs, un agrément « centre VHU » a été accordé à la société pour le site exploité à Cambrai par arrêté préfectoral du 16/01/2013.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	APMD - article 1 - entreposage des VHU	AP de Mise en Demeure du 18/10/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 16/06/2025, article L.541-10-26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats issus de la visite d'inspection, associés aux constats issus de la précédente visite d'inspection (visite du 26 novembre 2024 - rapport 2024-VI-511) permettent de considérer la mise en demeure du 18 octobre 2024 comme respectée. Il est proposé à Monsieur le Préfet d'abroger la mise en demeure du 18 octobre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMD - article 1 - entreposage des VHU

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/10/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des VHU
Prescription contrôlée : La société REVIVAL, dont le siège social est situé Rue du président Lécuyer, ZI n°4 - 59880 SAINT-SAULVE, est mise en demeure de respecter, pour son site de CAMBRAI, <u>sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté</u> , les dispositions du point 10° de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 02/05/2012 susvisé en :

- Aménageant les emplacement affectés à l'entreposage des VHU de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir. A ce titre l'exploitant transmettra à l'inspection un plan de ces emplacements et apportera la justification de la non pénétration des liquides dans le sol ;

Constats :

L'exploitant a mis à jour le plan de son site, celui-ci a été transmis le jour de l'inspection. La dalle où sont à présent stockés les VHU est neuve et imperméable. Le DOE ainsi que la fiche technique du revêtement ont été transmis. Une solution de résine (ACHROSEAL) a été ajouté sur le béton (résine synthétique ayant des propriétés hydrofuge et oléofuge).

La mise en demeure peut être levée sur ce point résiduel.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/06/2025, article L.541-10-26

Thème(s) : Situation administrative, Contractualisation avec un éco-organisme

Prescription contrôlée :

I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 :

1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ;

2° La dépollution des véhicules ;

3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.

[...]

Constats :

L'exploitant a contractualisé avec l'éco-organisme "recycler mon véhicule" depuis le 31 janvier 2025.

Un contrat est également en cours avec le système individuel "VOLKSWAGEN".

Type de suites proposées : Sans suite